

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLAM'UP

Chemin du Paillard
60410 Saintines

Références : IC-R/116/25-YY/VM
Code AIOT : 0005101534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement FLAM'UP implanté Chemin du Paillard 60410 Saintines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLAM'UP
- Chemin du Paillard 60410 Saintines
- Code AIOT : 0005101534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société FLAM'UP est implanté sur des parcelles situées sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines. Elle stocke sur son site les produits suivants : allumettes palettisées, briquets palettisés, allume-feux liquides et solides palettisés, cartons pour box de présentoir et palettes européennes vides.

L'activité exercée sur le site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Examen situation administrative Seuil bas (SB)	Code de l'environnement du 01/04/2019, article R. 511-11	Mise en demeure, dépôt de dossier	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a proposé au préfet de l'Oise de mettre en demeure la société FLAM'UP de régulariser la situation administrative de son site implanté sur les territoires des communes de Saintines et Béthisy-Saint-Pierre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Examen situation administrative Seuil bas (SB)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2019, article R. 511-11
Thème(s) : Situation administrative, Règle de cumul seuil bas
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 : [...]</p> <p>b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule : $Sb = q_x / q_{x,b}$ où " q_x " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,b}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ; [...].</p>

Constats :

Pour information le site de la société FLAM'UP est implanté sur le territoire des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines.

L'examen du dossier de porter a connaissance, transmis à l'inspection par courriel en date du 19 février 2025, portant sur les modifications apportées aux conditions d'exploitation, a permis de constater que 2 nouveaux stockages sont présents sur le site de la société FLAM'UP.

En effet, l'inspection a observé que ces stockages ne sont pas mentionnés dans l'arrêté complémentaire du 22 avril 2016, ni dans le dossier de demande d'enregistrement de 2015. Les stockages concernés sont :

- 1 stockage d'aérosols répertorié sous la rubrique 4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- 1 stockage de charbon végétal répertorié sous la rubrique 4801 de la nomenclature des ICPE.

Les quantités des 2 produits mentionnés précédemment sont respectivement de 25 tonnes pour les aérosols, et 55 tonnes pour le charbon de bois végétal. Les aérosols sont stockés dans une cellule spécifique au sein du bâtiment AJ/Z, et le charbon végétal dans une des cellules du bâtiment AJ/Z.

Le stockage d'aérosols comme le stockage de charbon végétal sont soumis à déclaration.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence effective des aérosols dans une cellule spécifique du bâtiment AJ/Z.

Concernant le charbon végétal, l'inspection n'a pas constaté sa présence au sein du bâtiment AJ/Z. Suite à ce constat, l'exploitant a indiqué que ce produit avait été expédié chez un de ses clients. Cela explique son absence dans le bâtiment AJ/Z.

Par ailleurs, l'examen du dossier de porter à connaissance, cité précédemment, a permis de constater l'augmentation de la quantité de briquets, allumettes (chlorate de potassium) et de bâtonnets allume-feu (chlorate de potassium) sur le site de FLAM'UP.

13 tonnes de briquets stockés, relevant de la rubrique 4718-2 de la nomenclature des ICPE présents dans les bâtiments AJ/Z et R passent à 32 tonnes de briquets et recharges de gaz dans ces 2 bâtiments.

36 tonnes d'allumettes (chlorate de potassium) et bâtonnets allume-feu (chlorate de potassium), définis sous la rubrique 4440-2 de la nomenclature des ICPE, présents dans les bâtiments AJ/Z et R passent à 45 tonnes dans ces 2 bâtiments.

Cependant, le stockage des produits relevant des rubriques 4718-2 et 4440-2 ne sont pas modifiés. Les 2 stockages sont classés respectivement sous les régimes de : la déclaration pour la rubrique 4440-2 et la déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 4718-2.

5 tonnes de fioul domestique sont présentes au sein de l'établissement de la société FLAM'UP.

Toutefois, cette quantité est non-classée sous la rubrique 4734.

La règle de cumul seuil haut pour les dangers physiques appliquée aux substances répertoriées sous les rubriques 4320, 4440, 4718 et 4734 conduit à : $S_b = (25/500) (45/200) (32/200) (5/25000) = 0,4352$

La règle de cumul seuil haut pour les dangers physiques montre que l'établissement n'est pas

SEVESO seuil Haut ($S_b < 1$).

La règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques appliquée aux mêmes substances conduit à : $S_b = (25/150) (45/50) (32/50) (5/2500) = 1,7087$

La règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques montre que l'établissement est SEVESO seuil bas ($S_b > 1$).

Les modifications apportées au site de la société FLAM'UP font entrer l'établissement de FLAM'UP dans le champ SEVESO seuil bas.

Cette modification est donc substantielle, et la société FLAM'UP exploite par ailleurs une installation soumise à autorisation sous la rubrique 4001 (« *Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11* »).

Non-conformité (faits significatifs) : les modifications étant substantielles, elles font entrer l'établissement FLAM'UP dans le statut SEVESO seuil bas. L'exploitant exploite donc un site SEVESO seuil bas sans que ce site soit réglementé par un arrêté préfectoral prenant en compte ce statut.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : L'inspection propose au préfet de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative, soit en déposant un dossier d'autorisation environnementale, soit en cessant le développement de ses activités concernées par la règle de cumul (cessation consistant à réduire les stockages pour revenir aux quantités mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016).

Des mesures conservatoires sont imposées si l'exploitant s'engage dans un dépôt de dossier : l'exploitant réduit la quantité de produits stockés de manière à ce que la règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques reste inférieure à 1. Il transmet à l'inspection des installations classées sous 1 mois un justificatif de non-classement SEVESO seuil bas.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 9 mois